

L'an deux mille quinze et le quatorze décembre, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 2015

Date de convocation : 8 décembre 2015

Affiché le : 18 décembre 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 53

Nombre de votants : 60

Nombre d'absents excusés : 3

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC
Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc
REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis
ADOLPHE - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël
BOTREAU – Pauline DREANO - Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Gérard
ROLLAND - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY -
Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Marie-Véronique
THOMAS DE MALEVILLE – Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan :
Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Éric UGHETTO) Lafare : Jean-
Paul ANRES La Roque Alric : procuration La Roque sur Pernes : procuration Le Barroux :
Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne
MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan: Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER –
Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier: Gilles VÈVE – Michèle
PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron :
André AIELLO Sarrians: Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN -
Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque :
Éric FERRARO (suppléant de Gaby BEZERT).

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD a donné procuration à Luc
REYNARD – Christiane MARCHELLO-NIZIA a donné procuration à Yvette GUIOU – Karine
GUEZ a donné procuration à Bernard BOSSAN – Francis JULLIEN a donné procuration à Ghislain
GRICOURT – Joseph BERNHARDT a donné procuration à Bernard CHARRASSE – Bénédicte
MARTIN a donné procuration à Dominique BODON – Roselyne SULTANA a donné procuration à
Aimé NAVELLO.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET – Hervé de LÉPINAU – Julien AUBERT.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Guy GIRARD

Délibération n°188-15

Direction Générale des Services

Objet : Atelier Santé Ville de la CoVe : convention partenariale avec l'Etat, la Ville de
Carpentras et le Centre Hospitalier de Carpentras

Conseil de Communauté de la CoVe du 14 décembre 2015

Délibération n°188-15

Direction Générale des Services

Objet : Atelier Santé Ville de la CoVe : convention partenariale avec l'Etat, la Ville de Carpentras et le Centre Hospitalier de Carpentras

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de Politique de la Ville,

Vu la Loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le Contrat de Ville signé le 30 juin 2015,

Vu l'objectif de l'Atelier Santé Ville conformes aux orientations du Contrat de Ville 2015/2020,

Vu l'avis de la commission Politique de la Ville du 26 novembre 2015,

Entendu le rapport de la Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville,

Après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la création d'un Atelier Santé Ville dans les conditions prévues par la convention-cadre annexée à la présente délibération,

Article 2 : DE PRÉVOIR la participation financière de la CoVe à hauteur de 15 000€ durant trois années,

Article 3 : DE PRÉCISER que la dépense est inscrite sur le compte 6574-824-POL du Budget principal.

Article 4 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le : **18 DEC. 2015**

Publication par affichage le : **18 DEC. 2015**

Exécutoire le : **18 DEC. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,


Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 18/12/2015

CONVENTION CADRE

ATELIER SANTÉ VILLE

Cette convention est destinée à définir les objectifs et les moyens du partenariat entre :

L'État, représenté par Monsieur Bernard GONZALEZ, Préfet de Vaucluse,
La Ville de Carpentras représentée par le Maire en exercice Monsieur Francis ADOLPHE,
La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin représentée par la Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville, Madame Anne-Marie BARDET,
Le Centre Hospitalier de Carpentras représenté par son directeur, Monsieur Alain DE HARO,
concernant la création d'un Atelier Santé Ville dans le cadre du Contrat de Ville 2015-2020 de la CoVe.

PRÉAMBULE:

Les inégalités sociales et territoriales de santé sont un enjeu crucial et préoccupant des politiques publiques.

Le Haut Conseil de la Santé Publique a proposé de mieux les mesurer et de les éviter ou les réduire en favorisant le développement des Ateliers Santé Ville.

Ces structures sont des démarches et des dispositifs, impulsés au niveau national qui s'appuient sur la dynamique locale.

Ils sont développés au niveau communal ou intercommunal pour une approche territoriale fine des problèmes de santé jusqu'à l'échelle d'un quartier. Les ASV sont un des moyens dont se sont dotées les politiques publiques pour soutenir le développement de programmation de santé publique à l'échelon local, dans le cadre d'une coopération entre l'État, et l'échelon communal ou intercommunal, ce qui constitue un exemple unique dans le champ des politiques sanitaires.

Les objectifs stratégiques, listés dans le référentiel des ASV sont notamment :

Améliorer la connaissance de la situation du territoire en matière de santé.

Par la réalisation d'un diagnostic territorial partagé des besoins sanitaires entre la ville centre et les communes rurales environnantes composant la CoVe.

Développer le partenariat et le travail en réseau

À partir des professionnels médicaux et non médicaux des 25 communes de la CoVe, du Pôle Santé public privé, de la Maison Régionale de Santé, ainsi que des associations d'usagers et des institutionnels (CPAM, ARS..) du territoire par un maillage favorisant la complémentarité au service des populations.

Favoriser l'accès aux soins et à la prévention.

Par une politique favorisant l'information et la communication de tous les usagers, et l'installation de professionnels via les dispositifs novateurs existants (Maison Régionale de Santé) dans les communes éloignées de la ville centre pour les généralistes et à Carpentras de certains spécialistes, et par des actions de promotion d'accès aux soins sur des thématiques prioritaires (obésité, accès aux vaccinations...).

Agir pour la continuité et le développement de l'offre de soins.

À partir d'un état des lieux complet, une politique visant à maintenir et à développer des ressources médicales et non médicales sera à mettre en place notamment avec les nouvelles technologies (Télé médecine) réduisant les distances.

Développer la participation active des habitants dans la réalisation d'actions de santé.

À partir de thématiques ciblées comme prioritaires dans le diagnostic, les associations d'usagers, les communes et leurs services (CCAS, service des sports..) mettront en œuvre des actions concrètes relayées par les différents médias et notamment les réseaux sociaux.

Renforcer les compétences des acteurs locaux et l'information en matière sociale ou de santé.

À partir du diagnostic territorial réalisé par le coordinateur, un plan d'actions pluri annuel mettra en œuvre, à partir des nouvelles technologies de l'information un site internet ou une revue dématérialisée

accessible pour chaque habitant de la CoVe.

Pour former les acteurs locaux, le coordinateur ASV devra s'appuyer sur les personnes ressources institutionnelles et associatives existantes sur le territoire.

ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC :

Lors de l'élaboration du contrat de ville CoVe 2015 2020, les problématiques de santé sont apparues de manière récurrente chez de nombreux opérateurs.

Des besoins d'accompagnement et de coordination dans ce domaine ont été relevés par le Programme de Réussite Éducative sur la santé physique des enfants et de l'environnement familial, par les chefs d'établissements sur l'approche psychologique des élèves en prévention du décrochage scolaire, par la Mission Locale dans la préparation des jeunes à la recherche d'un emploi ou d'une formation, par l'association RHESO à travers entre autre l'ouverture de son accueil de jour pour les femmes victimes de violences, par le Point Accueil et Écoute jeune « le passage » sur le mal être des jeunes et de leur famille, par le PNRQAD sur l'habitat indigne, par le Planning familial, par les centres de formation, et d'autres encore.

C'est presque la totalité des associations qui accueillent des personnes en difficulté sociale et/ou professionnelle qui se retrouve confrontée à des thématiques relevant de la santé, bien souvent à l'origine des autres problèmes de ces populations.

Certains opérateurs ont fait part des difficultés à orienter les publics sur les différents acteurs ou opérateurs de la santé par manque d'information, mais également par manque de relais.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

COORDINATION DE L'ATELIER SANTÉ VILLE

Inscrits dans les Contrats de Ville et les Programmes Régionaux pour l'Accès à la Prévention et aux Soins (PRAPS), les ASV visent à réduire les inégalités sociales et territoriales en matière de santé et à améliorer l'accès aux soins et à la prévention des personnes en situation de précarité, le tout en favorisant la co-construction du projet entre habitants et professionnels. L'ASV est un lieu de coordination.

Les acteurs qui s'impliquent dans le projet vont pouvoir choisir et mettre en œuvre des actions concertées, puis les évaluer de façon régulière.

La valeur de l'ASV peut alors dépasser le seul public ciblé au début du projet et apporter une plus-value à l'ensemble de la population.

Faire ensemble pour mieux faire, pour faire plus juste, pour faire au plus près : telle est l'ambition d'un atelier santé ville.

Le poste de Coordinateur :

Coordonner les actions et les ressources.

La coordination des actions et des ressources sur le territoire implique une bonne connaissance des différents acteurs présents. Ceux-ci appartiennent aux secteurs social, éducatif, sanitaire, communaux, de l'insertion et du logement.

Il ne s'agit pas d'entretenir des relations avec l'ensemble de ces professionnels et institutions, mais de développer une compétence transversale permettant de légitimer les démarches, dégager les synergies partenariales et développer les interfaces.

En effet, l'une des principales difficultés est la dispersion des acteurs et le manque de visibilité des ressources.

Les professionnels et a fortiori les habitants ne sont pas toujours au courant des possibilités d'aide et des prestations existantes au sein de la commune.

Ce travail d'analyse de ressources locales est généralement engagé par le coordinateur, il consiste à repérer l'éventail des ressources.

Ce projet a pour objectif la coordination de l'Atelier Santé Ville.

Les deux missions principales sont :

- Actualisation du diagnostic et du Plan Local de Santé élaborés précédemment,
- Mise en œuvre du Plan Local de Santé pour coordonner le plan d'actions.

ARTICLE 2 : PORTAGE DU POSTE DE COORDINATEUR

Le poste de coordinateur sera intégré dans les effectifs du Centre Hospitalier de Carpentras durant la durée de la convention.

Une convention de mise à disposition entre le Centre Hospitalier de Carpentras et la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin sera élaborée pour préciser les conditions de la mise à disposition du coordinateur, sa position hiérarchique et fonctionnelle au sein de la CoVe, la localisation, le suivi et l'évaluation du travail réalisé, les modalités de remboursement des salaires et charges et allocations de retour à l'emploi à la charge du Centre Hospitalier de Carpentras, les modalités de prise en charge du traitement d'un éventuel contentieux et de toutes ses conséquences.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention a une durée de trois ans à partir de la signature par les différents partenaires financeurs de l'ASV.

ARTICLE 4 : DETERMINATION DU COUT DE L'ACTION

Le budget prévisionnel de l'action s'établit à 50 000€ pour le salaire annuel chargé et autres charges du poste de coordinateur de l'ASV.

Lors de la mise en œuvre du projet l'organisme contractant peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre nature de charges telles que les achats, les locations, les dépenses de publication, les charges de personnel, les frais de déplacement. Cette adaptation des dépenses, réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles, ne doit pas affecter la réalisation du projet et ne doit pas être substantielle.

L'organisme mettra en place un outil de suivi analytique lui permettant d'enregistrer précisément les recettes et les dépenses directes et indirectes de l'action, payées ou restant à payer (c'est-à-dire engagées). Cet outil de suivi analytique permettra de rendre compte à tout moment de l'utilisation de la subvention de l'Agence pour la Cohésion Sociale et l'Égalité (l'ACSE).

ARTICLE 5 : FINANCEMENT DU POSTE DE COORDINATEUR ASV

Les partenaires s'engagent pendant la durée de la convention à cofinancer le poste de coordinateur porté par le Centre Hospitalier selon les participations annuelles suivantes :

Ville de Carpentras	10 000,00 €
Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin	15 000,00 €
État	25 000,00 €

ARTICLE 6 : ÉVALUATION ET SUIVI DU DISPOSITIF

L'évaluation et le suivi du dispositif ASV seront réalisés dans le cadre d'un Comité Technique mis en place à cet effet et composé de représentants des différents partenaires financiers du projet.

Le Comité Technique se réunira deux fois par an.

Le Comité de Pilotage du dispositif sera le Comité de Pilotage du Contrat de Ville.

Les précisions sur le fonctionnement du Comité Technique et les critères d'évaluation de l'ASV seront explicités dans la convention de mise à disposition du poste entre la CoVe et le Centre Hospitalier de Carpentras.

ARTICLE 7 : RECRUTEMENT DU CHARGE DE MISSION

Une fois les subventions actées par tous les partenaires, la procédure de recrutement sera réalisée par le Centre Hospitalier de Carpentras sur un statut de CDD (contrat à durée déterminée) et un grade de technicien supérieur hospitalier. La sélection du candidat sera faite par le Comité Technique de l'ASV.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

- **L'Acsé**

La présente subvention fera l'objet d'un versement unique dans le mois qui suivra l'envoi de la présente notification, déduction faite, le cas échéant, des créances de l'Acsé.

L'ordonnateur de la dépense est le délégué territorial de l'Acsé.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de l'Acsé, 5 rue Pleyel, 93283 SAINT DENIS Cedex.

La Ville de Carpentras et la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin verseront la subvention à la notification de la convention.

Aucun versement ne sera effectué tant que toutes les actions des années antérieures terminées au jour de la mise en paiement de la présente subvention, ne sont pas justifiées (voir modalités de justification à l'article « compte-rendu financier »).

ARTICLE 9 : REVERSEMENT

Il est interdit de reverser, **sous forme de subvention**, tout ou partie du présent financement à un tiers (personne morale ou physique). Il n'y a pas reversement lorsque l'organisme contractant rémunère un organisme tiers pour des prestations qu'il souhaite mettre en œuvre dans le cadre du projet financé.

ARTICLE 10 : COMPTE RENDU FINANCIER

- **L'Acsé**

L'organisme devra produire **lors de toute nouvelle demande de subvention** ou au plus tard le **30 juin 2016**, le **compte rendu financier** conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000. Il correspond au formulaire CERFA « n°12156*03 Annexe ».

L'Acsé, dans un souci de simplification, se dirige vers la **dématérialisation du compte rendu financier**. La saisie en ligne est donc exigée.

Dans l'attente de la sécurisation de la validation du formulaire, l'envoi de la version « papier » au service en charge du dossier est obligatoire. Le compte rendu financier est déclaratif, il doit être **signé par le représentant légal** de l'organisme (ou toute personne ayant un pouvoir écrit de ce dernier) et il engage l'organisme. Il est rappelé que toute fausse déclaration à une administration publique ou à un organisme chargé d'une mission de service public est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 7 du code pénal.

Tous les renseignements nécessaires pour effectuer la saisie en ligne sont disponibles sur le site de l'Acsé : www.lacse.fr (accueil > l'Acsé et vous> justifier une subvention).

Le compte rendu financier est constitué de trois fiches :

- une fiche 1 « **Bilan qualitatif de l'action réalisée** », qui comporte une description des conditions de réalisation et un certain nombre d'indicateurs permettant d'évaluer les résultats obtenus ;
- une fiche 2 « **Tableau de synthèse** », qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes relatives à l'action financée ;
- une fiche 3 « **Données chiffrées : annexe** », qui permet de donner des explications sur le tableau de synthèse (clés de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée, explication des écarts constatés entre le budget prévisionnel et le budget final, nature des contributions volontaires en nature).

Si la totalité des subventions publiques affectées au projet visé à l'article 1 n'a pas été utilisée, c'est-à-dire si les recettes sont supérieures aux dépenses, les sommes qui dépassent ce seuil seront systématiquement reversées à l'Acsé (au prorata de sa contribution aux subventions d'exploitation affectées au compte 74 de la fiche 2 du compte rendu financier).

Ce paragraphe est applicable pour l'ensemble des financeurs.

ARTICLE 11 : SANCTION DU DEFAUT DE PRODUCTION DU COMPTE RENDU FINANCIER

- **L'Acsé**

À défaut de production du compte rendu financier dans les délais requis, l'Acsé émettra un ordre de remboursement de la totalité du montant de la subvention.

L'organisme disposera alors d'un délai de deux mois à compter de la réception du titre exécutoire (demande de remboursement) pour renseigner et envoyer le compte rendu financier selon les modalités décrites à l'article précédent.

Au-delà du délai de deux mois, aucun titre de recette ne pourra plus être annulé.

Ce paragraphe est applicable pour l'ensemble des financeurs.

ARTICLE 12 : ENQUETES ET CONTROLES

- **L'Acsé**

Enquêtes

L'Acsé réalise des enquêtes annuelles de suivi sur certains programmes ou thématiques. Ces enquêtes sont réalisées par des prestataires mandatés par l'Agence. L'organisme s'engage à répondre à toutes sollicitations pour la réalisation de ces enquêtes.

Contrôles

L'Acsé se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

L'organisme s'engage à faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds.

À cet effet, l'organisme mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1, l'Acsé exigera le reversement des sommes

indûment perçues.

Ce paragraphe est applicable pour l'ensemble des financeurs.

ARTICLE 13 : PUBLICITE DES SUBVENTIONS

- **L'Acsé**

Les financements accordés par l'Acsé aux actions conduites par l'organisme doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication doivent porter le logotype de l'Acsé (affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de l'Acsé, ...) et la mention "avec le soutien de l'Acsé" pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ...).

Le kit media de l'Acsé est téléchargeable sur le site de l'Acsé : www.lacse.fr (accueil > espace presse > media kit).

Ce paragraphe est applicable pour l'ensemble des financeurs.

ARTICLE 14 : MODALITES DE REVISION

- **L'Acsé**

Toute proposition de modification des dispositions du présent acte doit faire l'objet d'une lettre recommandée avec accusé de réception, adressée par le demandeur à l'Acsé dans le délai défini à l'article 2.

Seul un accord exprès de l'Acsé, pourra valablement en modifier les termes.

Ce paragraphe est applicable pour l'ensemble des financeurs.

ARTICLE 15 : REGLEMENT DES CONFLITS

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Carpentras le

Monsieur le Préfet de Vaucluse

Pour le Président de la Communauté d'Agglomération
Ventoux-Comtat Venaissin, par délégation,
la Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville

Bernard GONZALEZ

Anne-Marie BARDET

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier
de Carpentras

Monsieur le Maire de Carpentras

Alain DE HARO

Francis ADOLPHE